

# Policy paper

Mars 2026



## Pour une transition écologique juste et durable en Tunisie



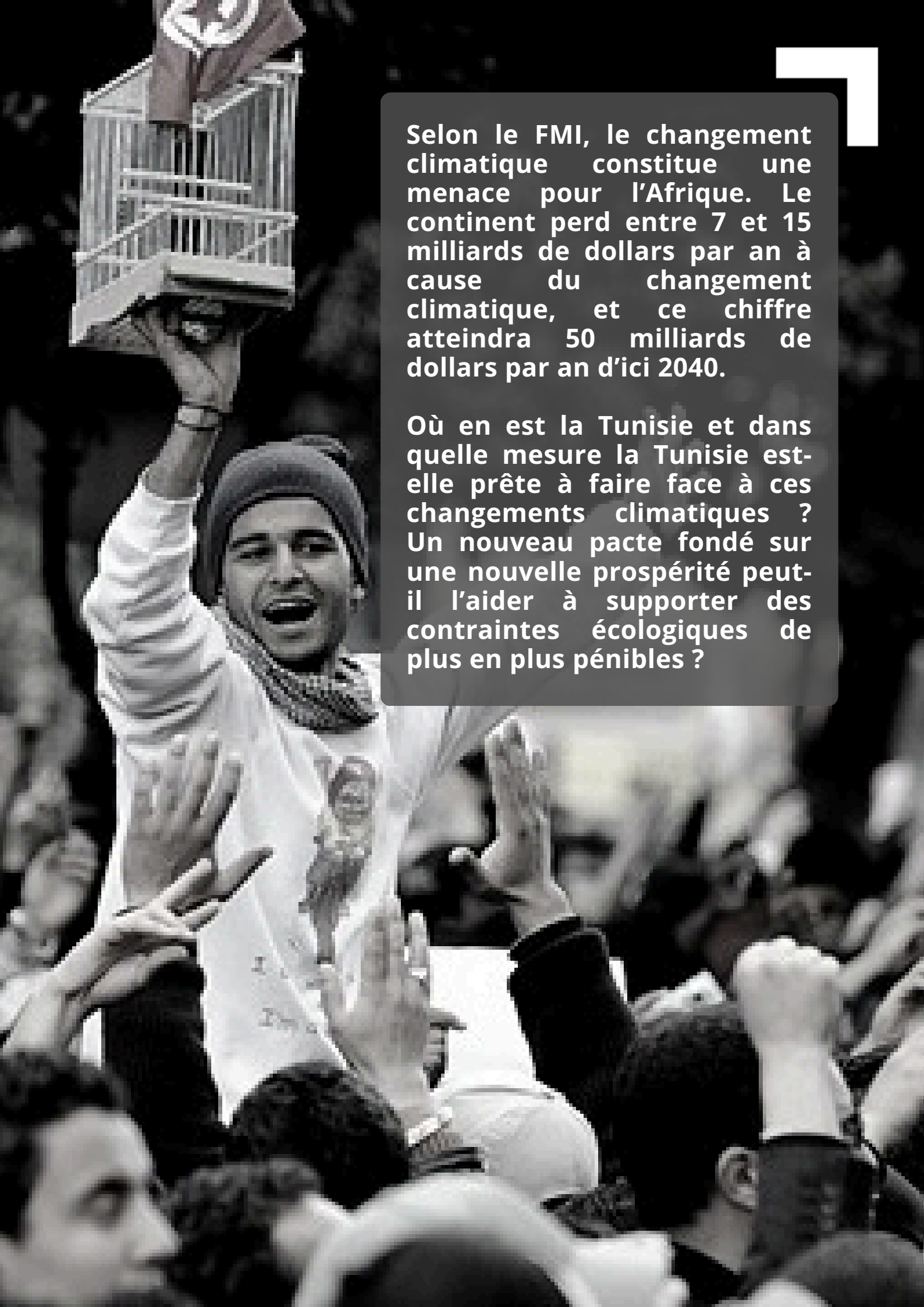
**Sana Ben  
Abdallah**

**Dhafer Saidane**



Publié avec le soutien de Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.





Selon le FMI, le changement climatique constitue une menace pour l'Afrique. Le continent perd entre 7 et 15 milliards de dollars par an à cause du changement climatique, et ce chiffre atteindra 50 milliards de dollars par an d'ici 2040.

Où en est la Tunisie et dans quelle mesure la Tunisie est-elle prête à faire face à ces changements climatiques ? Un nouveau pacte fondé sur une nouvelle prospérité peut-il l'aider à supporter des contraintes écologiques de plus en plus pénibles ?



## **Sommaire**

**Introduction**

**L'anthropocène de l'Afrique n'a pas encore débuté**

**Quelle nouvelle prospérité pour la Tunisie ?**

**Corriger l'injustice climatique**

**Conclusion**

### Introduction

L'économie tunisienne est aujourd'hui confrontée à un ensemble de défis et doit répondre à de nouveaux enjeux. En effet, les changements climatiques sont désormais reconnus comme une source de risques. C'est pour cette raison, la nécessité d'une transition écologique, à la fois juste et durable, devient de plus en plus cruciale pour une nouvelle forme de prospérité. Cette nouvelle prospérité est le fruit d'un plus grand engagement et d'une plus grande responsabilité des acteurs économiques. Cette transition repose sur plusieurs piliers stratégiques, incluant non seulement la dimension environnementale, mais aussi l'intégration des aspects sociaux et de gouvernance.

### L'anthropocène de l'Afrique n'a pas encore débuté

L'anthropocène de l'Afrique n'a pas encore débuté et encore moins celui de la Tunisie et pourtant les effets désastreux du changement climatique sont là.

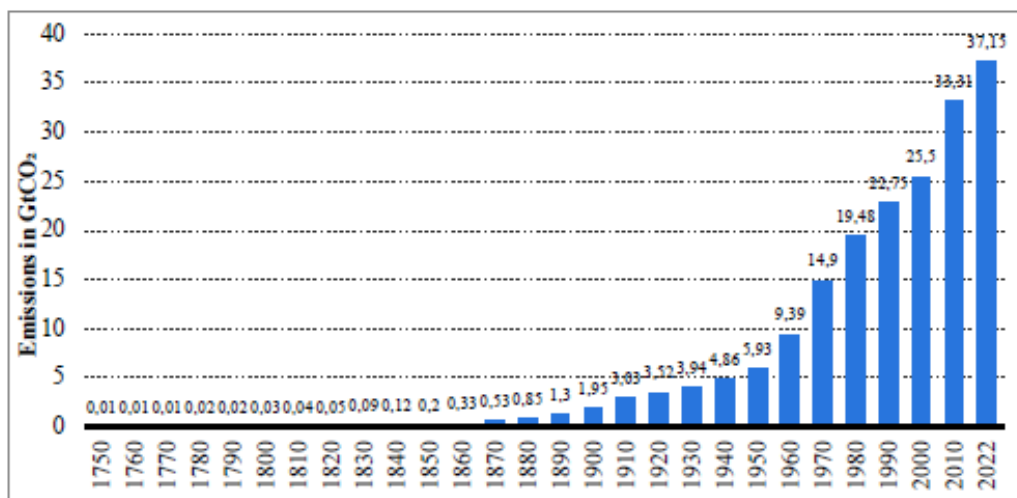
Selon le FMI, le changement climatique constitue une menace pour l'Afrique. Le continent perd entre 7 et 15 milliards de dollars par an à cause du changement climatique, et ce chiffre atteindra 50 milliards de dollars par an d'ici 2040. Les études académiques les plus récentes montrent clairement qu'une hausse de la température de 1°C dans les pays pauvres à forte température conduirait à une perte de revenu par habitant de l'ordre de 10% à long terme[1]. Les prévisions climatiques pour 2050 montrent une augmentation de la température moyenne annuelle allant de 1°C à 1,8°C et entre 2°C et 3°C à la fin du siècle, selon les scénarios envisagés par l'Institut National de la Météorologie (INM). Où en est la Tunisie et dans quelle mesure la Tunisie est-elle prête à faire face à ces changements climatiques ? Un nouveau pacte fondé sur une nouvelle prospérité peut-il l'aider à supporter des contraintes écologiques de plus en plus pénibles ?

[1] Rodolphe Desbordes, Markus Eberhardt, Climate change and economic prosperity: Evidence from a flexible damage function, Journal of Environmental Economics and Management, 2024,

“Africa is not at net-zero, Africa is at ground zero” précise le président de la Banque africaine de développement Akinwumi Adesina[2]. Il ajoute « nous devons donc donner un coup de pouce à l’Afrique pour avoir une chance de s’adapter à ce qu’elle n’a pas causé » c’est-à-dire l’anthropocène.

L’anthropocène est le moment où l’être humain a commencé à impacter la géologie et les écosystèmes, a débuté au 18eme siècle pour les pays riches. Or l’anthropocène de l’Afrique, par exemple, n’a pas encore débuté. Les émissions historiques de dioxyde de carbone des processus industriels de 1750 à 2020 ont dépassé aujourd’hui les 34 milliards de tonnes. L’impact de l’homme n’est plus à démontrer (Graphique 1).

**Graphique 1**  
**Émissions mondiales de CO2 de 1750 à 2022 en milliard de tonnes**



Source : Statista

Les Etats-Unis ont contribué à environ 17% du réchauffement climatique entre 1850 et 2021. En revanche, l’Inde a contribué à hauteur de 5% au réchauffement climatique au cours de cette période, bien que les Etats-unis. Au total, le pays du G20 ont contribué jusqu’à présent à environ les trois quarts du réchauffement climatique.

[2] <https://www.state.gov/leaders-summit-on-climate/>

L'impact environnemental ne peut pas se mesurer de la même façon dans les pays industrialisés et dans les pays émergents. Dans la lutte contre le réchauffement climatique, on ne peut pas demander les mêmes efforts à la France et au Sénégal, au Canada et au Togo.

Or les pressions, les normes et les réglementations écologiques des pays riches sont fort contraignantes pour les pays pauvres. Une transition écologique rapide est exigée comme en témoigne certaines conclusions de la COP 28 ou certaines directives de l'Union européenne

### **Quelle nouvelle prospérité pour la Tunisie ?**

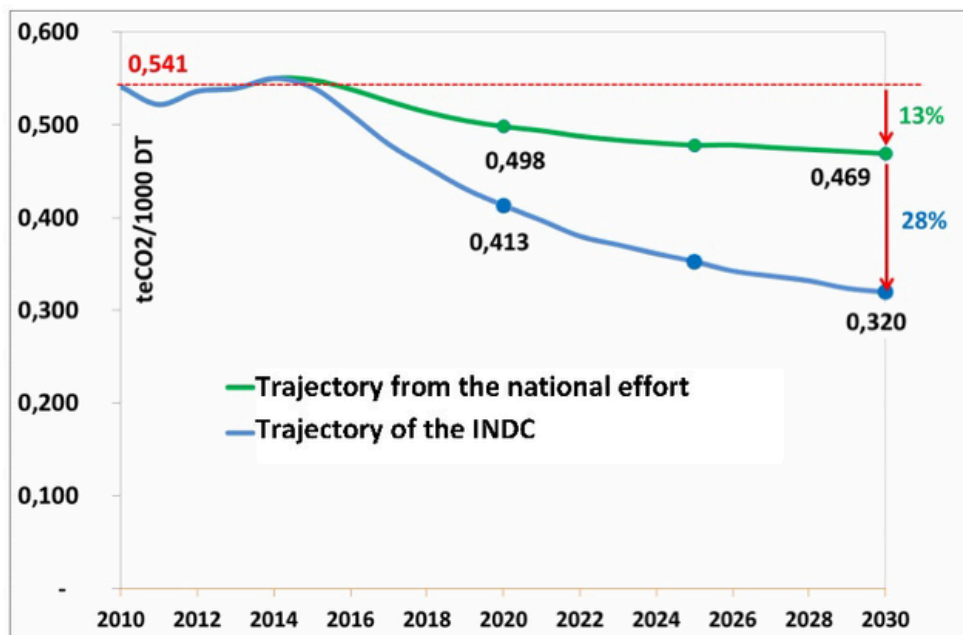
L'Afrique tout entière ne contribue qu'à 3% des émissions mondiale de CO2. Les pays africains appartenant à l'Organisation internationale de la francophonie ne contribuent qu'à 1,5% des émissions mondiale de CO2. Malgré ces faibles taux, les pays africains se sont engagés à réduire davantage leurs émissions.

La Tunisie se fixe comme objectif une nouvelle prospérité basée sur un développement socio-économique inclusif, équitable et durable.

La Tunisie a réussi à réduire ses émissions de 13% par rapport à 2010, confirmant ainsi son engagement envers l'Accord de Paris sur le climat (Graphique 2).

### Graphique 2

#### Trajectoire de la contribution conditionnelle et inconditionnelle de la Tunisie sur la période 2015-2030



Source : INM (Institut National de la Météorologie)

Plusieurs politiques nationales ont été instaurées également en Tunisie pour lutter contre le changement climatique. La Contribution Déterminée au niveau National (CDN) est une des principales, avec des objectifs de diminution des émissions de gaz à effet de serre de 41 % en 2030 par rapport à 2010.

Le pays met également en oeuvre des mesures d'adaptation pour les domaines vulnérables tels que l'agriculture, l'eau et la côte, en investissant dans le renforcement de la résistance face aux effets du changement climatique.

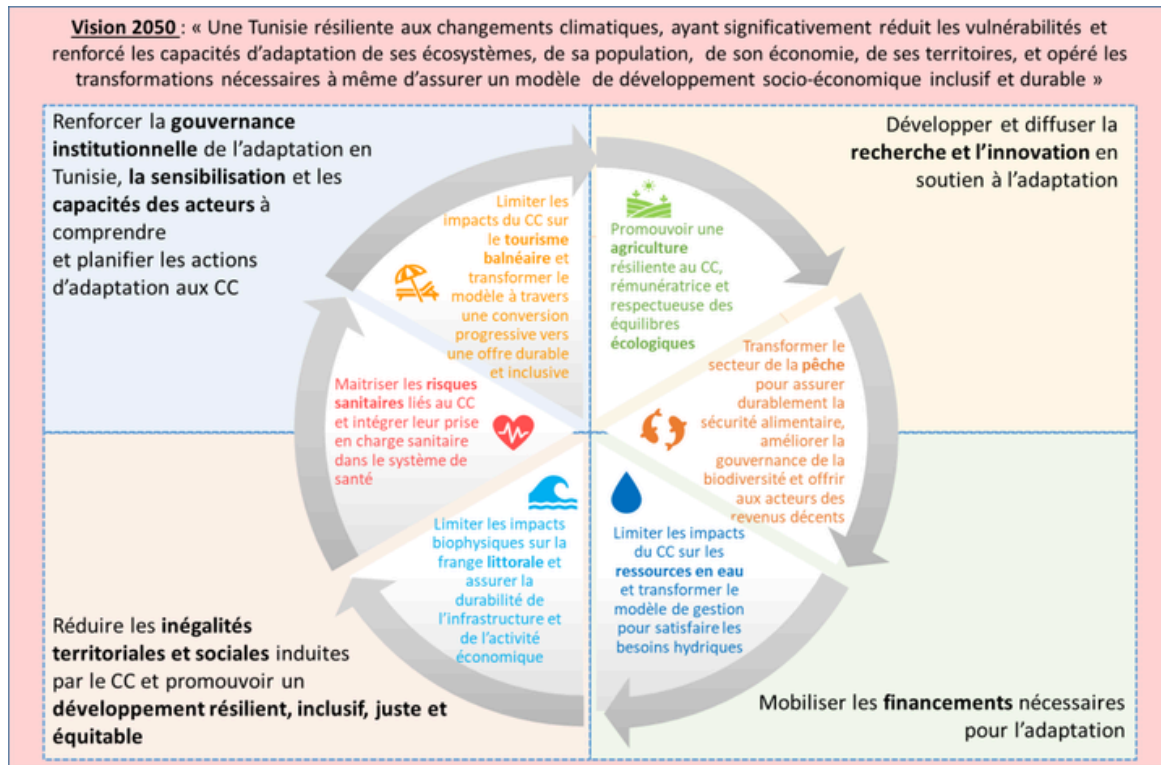
Pendant la période 2021-2022, la Tunisie a lancé la mise en place d'une Stratégie Nationale de développement Résilient au Changement Climatique visant un développement bas carbone (SNRCC) d'ici 2050.

La SNRCC présente une vision sur le long terme qui vise un nouveau pacte durable : « Une Tunisie résiliente aux changements climatiques,

### Graphique 3

#### Un pacte national durable

#### Proposition d'une vision stratégique nationale de «Résilience 2050»



Source : ministère de l'Environnement tunisien

Au début de l'année 2023, la Tunisie a mis en place une Stratégie nationale de transition écologique (SNTE) avec cinq axes principaux :

### Stratégie nationale de transition écologique (SNTE)

Source : ministère de l'Environnement - Tunisie

**Axe 1 :** Instaurer une gouvernance institutionnelle systémique, intersectorielle et territoriale et mettre à disposition des systèmes de financement adaptés et accessibles.

**Axe 2 :** Renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des secteurs, des milieux et des populations vis-à-vis des changements climatiques et de leurs effets et réduire l'intensité carbone pour atteindre la neutralité en 2050, tout en minimisant les risques de catastrophe.

**Axe 3 :** Assurer une gestion rationnelle des ressources naturelles, préserver et restaurer les écosystèmes (terrestres et marins).

**Axe 4 :** Asseoir les bases de l'économie verte, bleue et circulaire dans le cadre de modes de consommation et de production durables et éradiquer à terme les points chauds de pollution, décontaminer et réhabiliter les sites pollués.

**Axe 5 :** Développer la culture environnementale, les sciences, la connaissance et la qualification des ressources humaines dans les domaines de la protection de l'environnement, du développement durable et de la lutte contre les effets des changements climatiques et diffuser ces valeurs auprès des divers acteurs.

Sur le plan africain notons que tous les pays souffrent du réchauffement climatique et de sécheresse. Certains pays n'ont pas connu une véritable saison de pluie depuis plus de 5 ans. Des plans de gestion draconiens de l'eau et de l'électricité sont mis en place conduisant à des coupures quotidiennes intempestives.

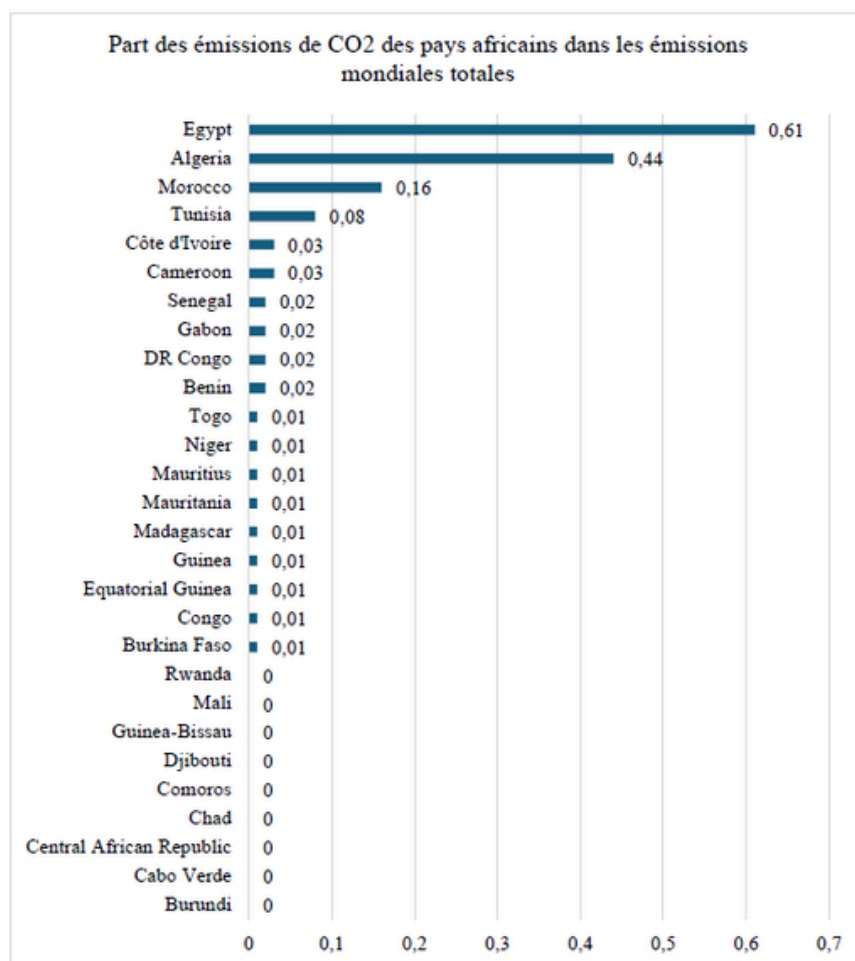
A cela s'ajoute que certaines zones, au Mali ou au Niger, sont totalement irradiées. Les maladies s'y étendent du fait des extractions massives d'uranium dans des conditions de sécurité précaires. La déforestation continue à impacter le milieu naturel.

Pourtant, à long terme, ces externalités négatives peuvent avoir un effet boomerang sur l'humanité entière.

Pourtant ces pays ne sont pas responsables de ces changements climatiques comme l'indiquent les tableaux et graphiques suivants.

Sur les 28 pays africains appartenant à l'OIF, soit plus de la moitié des pays composant le continent, les émissions totales de CO2 dans le total mondial sont 1,5%. Cette part est dû principalement à trois pays : l'Egypte, à l'Algérie et dans une certaine mesure au Maroc. Les émissions de CO2 des 25 autres pays de la liste sont négligeables voire insignifiantes (Graphique 4).

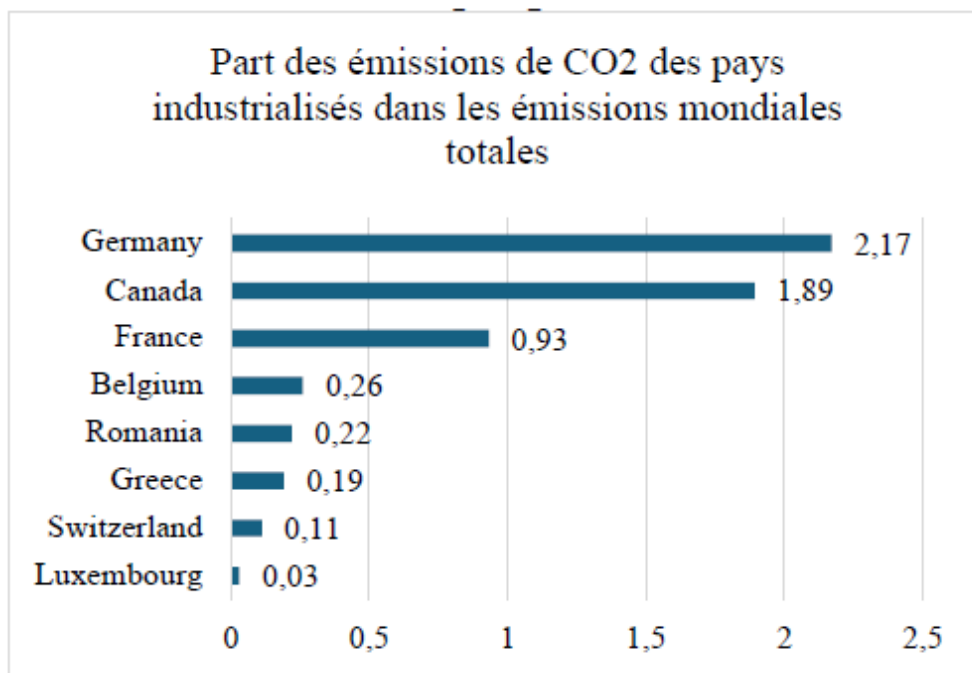
**Graphique 4**



Source : Statista

En revanche, les huit principaux pays riches appartenant à l'OIF contribuent à hauteur de 5.8% dans les émissions mondiales de CO2 (Graphique 5)

Graphique 4



Source : Statista

Au vu de ces chiffres, doit-on parler de déséquilibres ou d'injustice ?

### **Corriger l'injustice climatique**

L'injustice climatique est le fait que les émissions de CO2 des pays riches ne s'arrêtent pas aux frontières des pays pauvres. De plus, les pays les plus touchés par les catastrophes naturelles sont ceux qui ont le moins pollué.

L'Afrique et la Tunisie en particulier sont aujourd'hui face à un calcul difficile mais pas impossible à résoudre : elle doit encourager la croissance sans alimenter les émissions de CO2. Le développement est une nécessité absolue et ne doit pas être mis dans une balance.

Le président Emmanuel Macron précise d'ailleurs « On ne doit pas choisir entre climat et lutte contre la pauvreté, biodiversité, chaque pays doit être respecté dans son chemin ; il faut mettre plus d'argent public et il faut mobiliser le financement privé »[3].

La violence de ces changements est en train d'impacter la trajectoire de croissance du continent africain. Une baisse de la productivité agricole de 30% apparaît comme une hypothèse plausible. Chaque catastrophe en Afrique conduit à une hausse de 20% de l'insécurité alimentaire. Bref, si on ne fait rien c'est une baisse de 30% du PIB à laquelle il faut s'attendre d'ici 2050. Selon les experts de la Banque mondiale, le PIB de la Tunisie pourrait diminuer de 3,4% d'ici 2030, soit une perte annuelle d'environ 1,66 milliard d'euros, si le pays ne prend pas les mesures nécessaires pour faire face aux risques liés aux changements climatiques.

Des milliards de dollars d'investissements sont indispensables pour lutter contre le changement climatique en Afrique. Entre 1000 et 1300 milliards de dollars sont nécessaires pour assurer la transition énergétique et le développement de nouvelles formes de production respectueuses de l'environnement.

[3] Interview de M. Emmanuel Macron, président de la République, à France Info le 23 juin 2023, sur la lutte contre la pauvreté, pour le maintien de la biodiversité et contre le dérèglement climatique.

L'analyse de la situation met en évidence des enjeux essentiels pour cette transformation économique. La Tunisie, particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques, a déjà pris des mesures ambitieuses, telles que la mise en place de la stratégie nationale de transition écologique. Cependant, selon la Banque Mondiale, un investissement de 29 milliards de dollars du secteur public est nécessaire pour atteindre les objectifs souhaités, un montant largement supérieur à celui proposé par la Tunisie.

L'un des aspects majeurs de cette analyse est l'injustice climatique.

Malgré une faible contribution aux émissions de gaz à effet de serre[4], la Tunisie subit des risques, comme la pénurie des ressources en eau. Pour pallier à ces injustices, un soutien financier international est indispensable, notamment via des fonds de compensation climatiques européens ou internationaux. Ces fonds sont essentiels pour combler les écarts entre les pays les plus responsables des émissions et ceux qui en subissent les conséquences.

Le succès de cette transition dépend également de la qualité de la gouvernance et de la capacité des institutions tunisiennes à intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Il est crucial de mettre en place des indicateurs précis qui permettent de mesurer l'impact réel de ces politiques et en tenant compte des défis spécifiques du pays. Ces données permettront non seulement de suivre les progrès, mais aussi de renforcer la confiance des différentes parties prenantes.

Le volet social de cette transition est tout aussi essentiel. Une véritable économie verte doit également offrir des perspectives socio-économiques solides, notamment pour les populations les plus vulnérables. En d'autres termes, cette transition ne peut réussir que si elle est socialement inclusive et qu'elle garantit une équité sociale.

[4] 71 2,58 tonnes de CO2 par habitant en 2021

La gouvernance, également, doit être renforcée pour garantir le succès de cette transformation. La Tunisie doit non seulement élaborer des cadres réglementaires solides, mais aussi impliquer toutes les parties prenantes concernées. Ce dialogue inclusif est fondamental pour un nouveau pacte fondé sur une nouvelle prospérité et assurer une gouvernance démocratique et durable.

### **Conclusion**

Comment concilier effort climatique et développement pour les pays africains ? Comment peut-on agir ensemble pour peser différemment dans le combat contre le réchauffement climatique en essayant de ne pas rajouter de la souffrance à la misère ? Nous faisons le pari qu'une action nationale ne peut que garantir une solidarité et un développement éthique durable.

- Eduquer : envisager un Plan d'action et de solidarité pour l'échange et l'éducation en matière de transition écologique.
- Sensibiliser : lancer un Fonds de sensibilisation aux dommages climatiques pour promouvoir des stratégies de financement contre les risques climatiques en Afrique.
- Suivre : établir un Comité de suivi des réglementations climatiques pour adapter les directives européennes portant sur l'environnement et le climat aux réalités des pays africains.



Publié avec le soutien de Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.



Financé par  
l'Union européenne

